


BAROMÈTRE 2023

**L'OFFRE ILLÉGALE
DE CASINO EN LIGNE
EN FRANCE**





Ce premier baromètre de l'offre illégale de casino en ligne, vient donner une photographie des habitudes des Français en la matière. Il s'appuie sur l'étude exclusive Toluna-Harris Interactive, réalisée en novembre 2022, et agrège l'ensemble des données disponibles pour fournir un panorama global du jeu illégal en France.

3 ENSEIGNEMENTS CLÉS

- 1** Le jeu illégal de casino en ligne croît de façon exponentielle ces dernières années. En 2023, **plus de 3 millions de Français** envisagent d'y jouer.
- 2** Ce jeu illégal entraîne une explosion du nombre de joueurs excessifs : **25,6%** des joueurs excessifs sont issus des sites illégaux, soit un **triplément depuis 2018**.
- 3** Ces sites **ne protègent pas les mineurs** : **57%** d'entre eux ne vérifient pas l'âge des joueurs.

MÉTHODOLOGIE D'ENQUÊTE

Enquête réalisée par Toluna – Harris Interactive pour Betclik, Pokerstars, Unibet, en ligne du 24 octobre au 3 novembre 2022.

- Échantillon de 4 005 personnes représentatif des Français âgés de 18 à 60 ans.
- Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, région et pratique de jeux déclarée de l'interviewé(e).

Un baromètre de l'offre illégale de casino en ligne en France est désormais nécessaire pour appréhender le poids et les conséquences de cette activité non régulée sur les Français, ainsi exposés à la fraude et à des pratiques peu scrupuleuses.

Ce baromètre met en lumière 5 indicateurs clés permettant de mieux cerner ce phénomène et son impact :

- 1** Le nombre de joueurs de casino en ligne illégaux en France
- 2** L'absence d'encadrement de l'offre promotionnelle illégale
- 3** Le nombre de joueurs excessifs issus des sites illégaux
- 4** Le non-respect de l'interdiction du jeu des mineurs
- 5** La taille du marché illégal

CORPUS DE SOURCES

L'édition 2023 du « Baromètre du casino en ligne illégal » présente pour la première fois les résultats de l'étude Toluna Harris interactive pour Betclik, Unibet, Pokerstars, sur les « Pratiques de jeux et casinos en ligne » (2022).

Elle est complétée par :

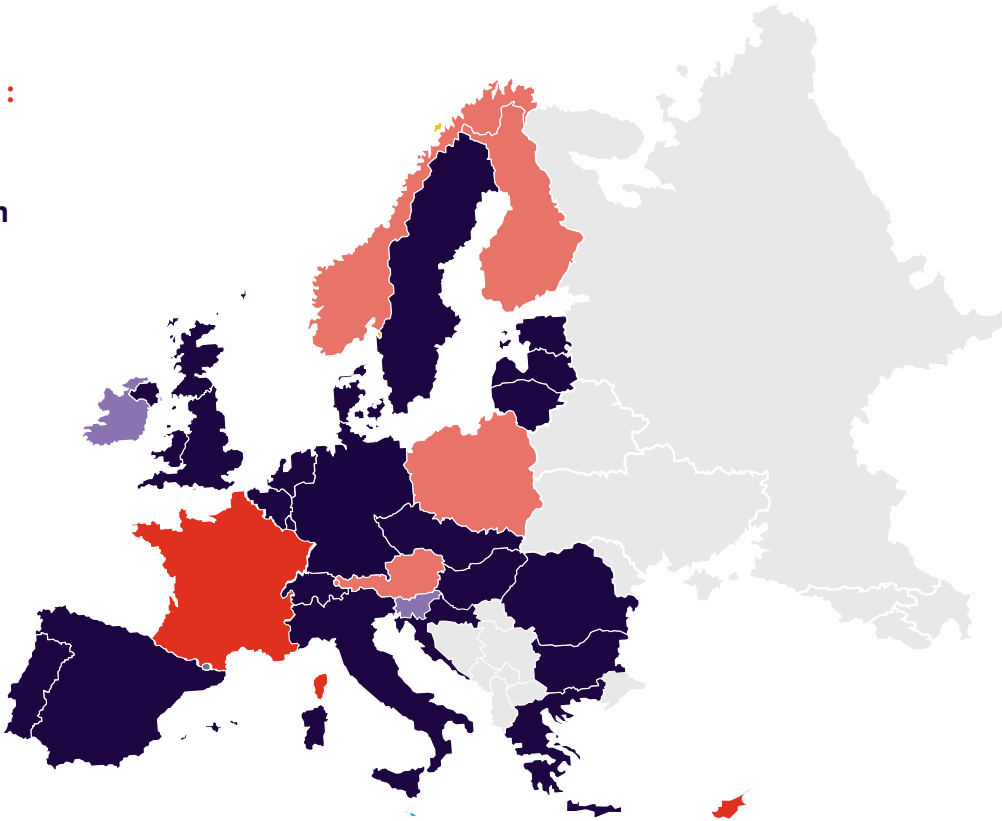
- Une étude Harris Interactive pour Betclik, Pokerstars et Unibet, "Habitudes de jeux et confinement" (mai 2020) ;
- Les rapports d'activités SOS joueurs (2021 et 2022) ;
- Une étude Unibet (mai 2023) portant sur les 15 sites de casino en ligne illégaux les mieux référencés sur Google ;
- Une étude de l'OFDT sur les « pratiques de jeux d'argent et de hasard sur internet » (Octobre 2022) basée sur l'enquête e-Games 2021 ;
- Le rapport de l'Inspection Générale des Finances portant sur l'« évolution de la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard » (2018).

LE CASINO EN LIGNE RESTE UN ANGLE MORT DE LA RÉGULATION

Depuis la loi de 2010, la plupart des segments de jeux d'argent et de hasard font l'objet d'une réglementation, qu'ils soient distribués en réseau physique (monopoles FDJ et PMU, casinos) ou en ligne (opérateurs agréés par l'ANJ). Seul le casino n'a pas d'offre légale équivalente dans l'espace numérique.

L'absence de régulation du casino représente ainsi une singularité tant au regard du schéma de régulation française des jeux d'argent et de hasard qu'au niveau européen où tous les Etats, à l'exception de la France et de Chypre, ont régulé cette activité en ligne.

La France fait figure d'exception :
en 2022, la France et Chypre
sont les 2 derniers pays
d'Europe sans aucune régulation
des casinos en ligne.

- 
- Système d'agrément
 - Système d'agrément (projet de loi en discussion)
 - Monopole
 - Non régulé (opérateurs illégaux)

Treize ans après, le bilan de cette absence de régulation semble mitigé : alors que l'offre illégale de jeux sur les trois segments régulés (paris sportifs, hippiques, poker en ligne) a été largement marginalisée, la pratique de jeux non-régulés s'est diffusée et normalisée dans la société française, sous l'impulsion d'une offre illégale non maîtrisée de casinos en ligne.



1.

UNE PRATIQUE IMPORTANTE ET INSTALLÉE, MALGRÉ L'INTERDICTION DU CASINO EN LIGNE

L'interdiction du casino en ligne n'empêche pas sa grande accessibilité pour les joueurs : près d'un demi-millier de sites illégaux sont accessibles depuis la France.

Une normalisation s'est opérée à grand renfort de publicité par ces sites illégaux : 82% des Français ignorent même que cette offre est illégale. Ces sites déploient en effet des moyens marketing de plus en plus importants, se livrant une concurrence agressive afin de mieux capter les joueurs français.

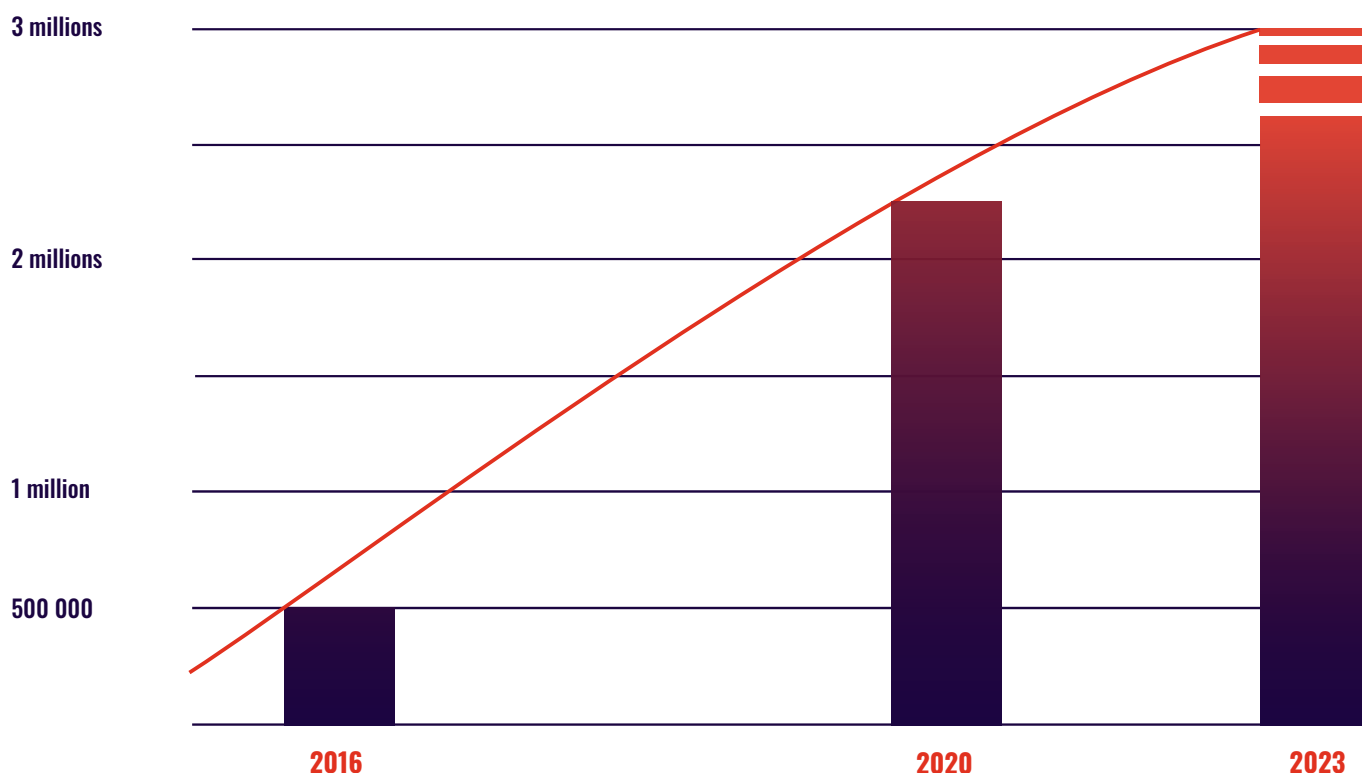
Aujourd'hui la pratique s'est ainsi totalement banalisée dans le paysage français :

- Le nombre de joueurs actifs a quadruplé en 4 ans en France, passant de 500 000 à 2,2 millions entre 2016 et 2020.
- Les projections à court-terme sont encore plus alarmantes, avec plus de 3 millions de Français envisageant d'y jouer en 2023.

UN NOMBRE DE JOUEURS QUI A QUADRUPLÉ EN 4 ANS

- En 2016, en dehors du poker, **près de 500 000 joueurs¹** étaient concernés par le marché des casinos en ligne en France.
- La pratique de casino en ligne a continué à se diffuser en France, on estime à **2,2 millions le nombre de joueurs actifs²** (4% de la population française âgée de 18 à 60 ans).
- En 2023, l'attrait des Français se renforce : **plus de 3 millions de Français³** déclarent envisager d'y jouer dans les 12 prochains mois (9% des Français, contre 6% en 2020).
- Plus globalement au sein de l'ensemble des jeux en ligne, l'offre illégale (incluant l'eSport et le casino) prend aujourd'hui une place prépondérante selon l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) : **en 2021, 48 % des joueurs en ligne avaient misé sur des sites illégaux.**

Jusqu'à
3 MILLIONS



1. Rapport de l'Inspection Générale des Finances, « Évolution de la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard », 2018, page 28.
2. Etude Harris Interactive pour Betcltic, Pokerstars et Unibet, Habitudes de jeux et confinement, mai 2020
3. Etude Toluna Harris Interactive pour Betcltic, Unibet, Pokerstars, sur les « Pratiques de jeux et casinos en ligne » (2022)

Nombre de sites illégaux

+400 SITES ILLÉGAUX ACCESSIBLES DEPUIS LA FRANCE

- En 2023, il est estimé qu'au moins 447 sites de casino⁴ acceptent des joueurs français. Parmi ces 447 sites, **214 (48%) sont en français et 141 (32%) ont même un service client en français.**
- Malgré 152 ordres administratifs de blocage et de déréférencement pris par l'ANJ, et **près de 532 URLs bloquées⁵**, les pratiques de contournement des sites illégaux accessibles permettent de satisfaire la demande importante des joueurs.

48%

sont en français



32%

disposent d'un service client en français



+400
SITES ILLÉGAUX

accessibles depuis la France

4. D'après des données récentes disponibles via Casino.guru

5. Communication de l'Autorité nationale des jeux, mars 2023.

DES PUBLICITÉS ET PARTENAIRES GRAND PUBLIC QUI SE NORMALISENT

- La banalisation de ces sites est aussi amplifiée par l'existence de partenariats marketing grand public qui se sont multipliés ces derniers mois : Neymar Jr. avec le site Blaze, l'écurie de Formule 1 Alfa Romeo avec Stake, etc.
- Cette diffusion touche également des canaux médiatiques plus traditionnels, en témoigne la publication régulière d'articles (sponsorisés ou non) visant à comparer les meilleurs casinos du marché dans la presse quotidienne nationale, régionale et en ligne.



- Stake.com, site illégal bloqué par l'ANJ en 2022, et le plus cité par des joueurs excessifs appelant SOS Joueurs, déploie de son côté des moyens toujours plus démesurés – étant partenaire de l'UFC, du club d'Everton ou encore du rappeur Drake. Depuis fin 2022, Stake.com est même devenu partenaire majeur d'une écurie de F1, qui depuis la saison en cours porte son nom : Alfa Romeo F1 Team Stake.



A grand renfort de partenariats sponsorings, ces sites illégaux « rassurent » et se donnent une visibilité inégalée

2. DES RISQUES ACCRUS **POUR** **LES JOUEURS**

Depuis 2018, les demandes d'aide auprès de SOS Joueurs pour des cas d'addiction au casino en ligne ont plus que triplé. Cette montée en puissance du jeu pathologique n'est malheureusement pas surprenante au regard des pratiques de nombreux sites illégaux :

- Les offres de bonus, sans aucun encadrement réglementaire, sont particulièrement incitatives.
- La majorité des sites ne contrôle pas l'identité des inscrits, **acceptant à la fois mineurs et interdits de jeux.**

DES BONUS PROMOTIONNELS SANS AUCUN ENCADREMENT

- Les offres de bienvenue proposées lors de l'inscription à ces sites illégaux **vont jusqu'à 4 000€**.
- Selon une enquête Harris, **41% des joueurs français de casino en ligne**¹ avaient utilisé une offre de bonus en argent réel d'une valeur inférieure à 300€, et 8% un bonus dépassant les 300€.
- Ces montants sont en décalage total avec les offres de bienvenue proposées sur le marché régulé, où les opérateurs suivent les **recommandations de l'ANJ d'un bonus de bienvenue plafonné à 100€** (paris sportifs, paris hippiques et poker).

Jusqu'à

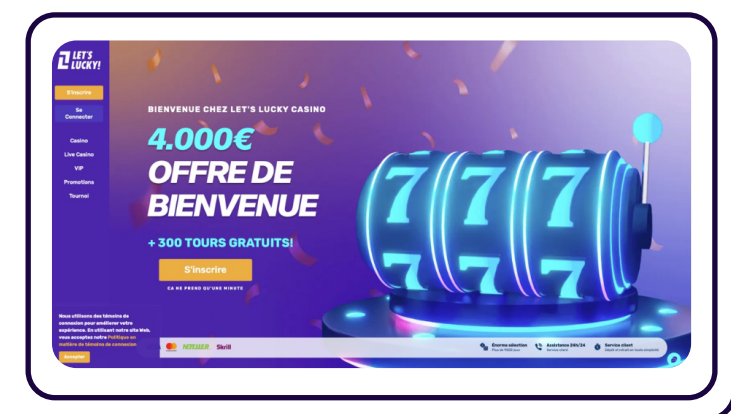
4000 €

d'offre de bienvenue

VS

**100 €
PLAFONNÉE**

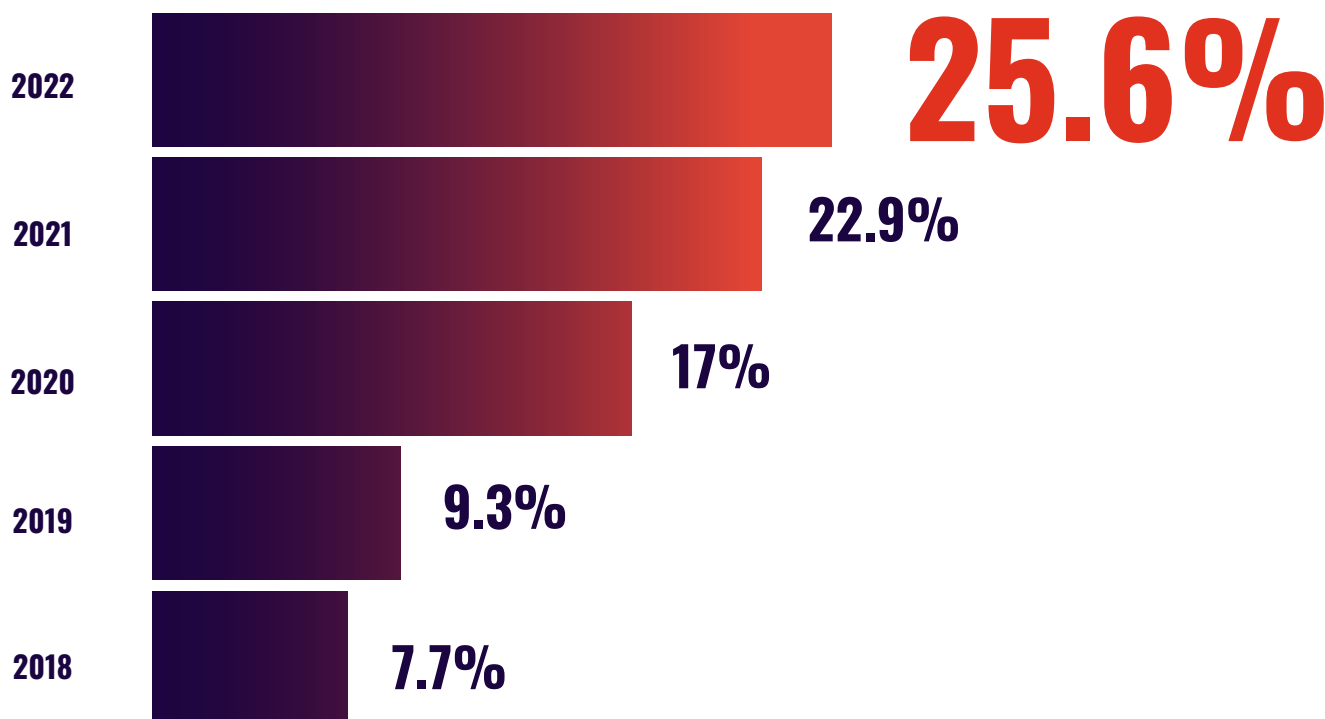
chez les opérateurs agréés par l'ANJ



1. Etude Toluna Harris Interactive pour Betcliv, Unibet, Pokerstars, sur les « Pratiques de jeux et casinos en ligne » (2022)

UNE MULTIPLICATION PAR 3 DEPUIS 2018

- Les structures spécialisées dans la prévention et la lutte contre le jeu excessif alertent depuis plusieurs années **sur une progression fulgurante du jeu excessif en provenance de sites illégaux de casino en ligne.**
- Dans son rapport 2021, SOS joueurs soulignait : « les chiffres sont éloquent. Nous ne pouvons que constater l'augmentation de joueurs pathologiques pratiquant des jeux de casino sur [ces sites]. Les jeux proposés par le secteur non régulé sont particulièrement addictogènes ».



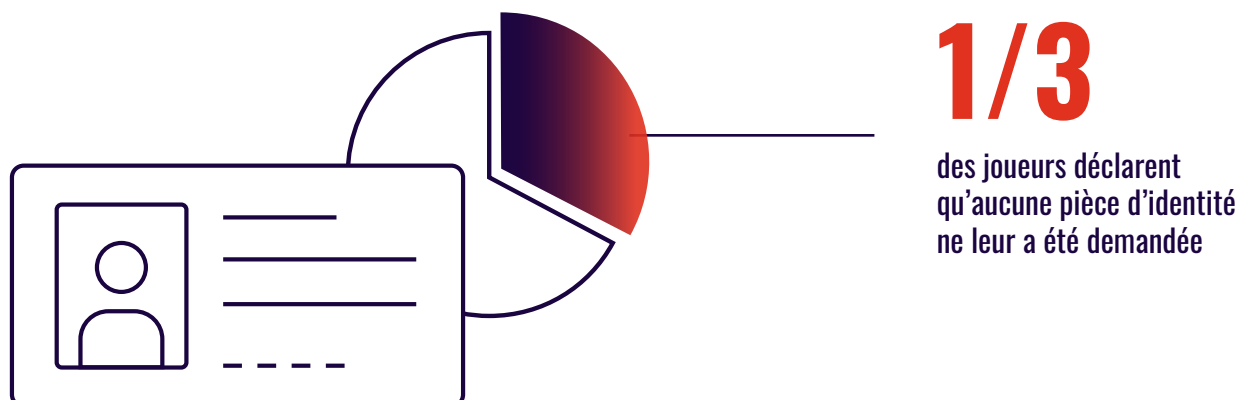
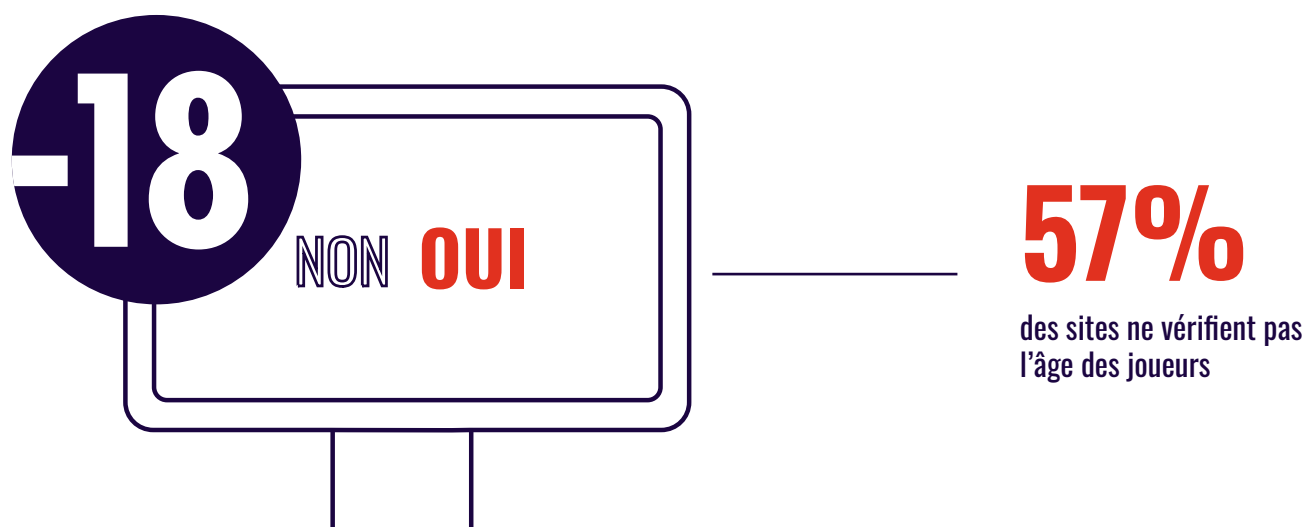
“

A ce jour, ces sites font ce qu'ils veulent. Et compte tenu des retours des joueurs on ne peut que le constater. A notre grand dam, la question de l'ouverture du marché français aux casinos en ligne se pose donc pour protéger ces joueurs : comment et avec quels modérateurs puissants pourrait-on envisager cette ouverture ?

”

LA MAJORITÉ DES SITES ACCEPTENT À LA FOIS MINEURS ET INTERDITS DE JEU

- Alors que la vérification de l'identité des joueurs est au fondement du système régulé, **sur la majorité des sites illégaux, l'anonymat reste la règle.**
- Sur les 15 sites illégaux les mieux référencés sur Google, 57% d'entre eux ne demandaient aucune pièce d'identité, **permettant ainsi l'inscription des mineurs².** Selon l'enquête Harris Interactive, un tiers des joueurs déclaraient ainsi que cela ne leur a pas été demandé³.
- Les interdits de jeux, qui ont engagé des démarches importantes pour lutter contre leur addiction, sont aussi fortement exposés : selon SOS Joueurs, **« de nombreux joueurs interdits de casino se dirigent vers le casino en ligne illégal ».**



2. Etude Unibet portant sur les 15 sites de casino en ligne illégaux les mieux référencés sur Google, mai 2023

3. Etude Toluna Harris interactive pour Betclac, Unibet, Pokerstars, Novembre 2022, Pratiques de jeux et casinos en ligne

3.

UNE ÉCONOMIE PARALLÈLE QUI PROSPÈRE EN DEHORS DE TOUT CONTRÔLE

En l'espace de dix ans, tout un écosystème illégal s'est structuré. Des centaines de sites illégaux se sont installés hors UE, principalement à Curaçao, échappant à toute fiscalité et tout encadrement par les autorités françaises.

- Le marché illégal représenterait 1,6 milliard d'euros de produit brut des jeux, entraînant **une perte de recettes fiscales annuelles pouvant atteindre 880 millions d'euros pour l'État.**
- Ne disposant d'aucune voie de recours, de nombreux joueurs sont **victimes de fraudes** et rencontrent des difficultés à retirer leurs gains.

UNE ÉCONOMIE PARALLÈLE DE PLUS D'UN MILLIARD D'EUROS

- Bien que plusieurs méthodologies coexistent pour tenter de mesurer le poids économique du marché illégal, **il dépasse unanimement le milliard d'euros de produit brut des jeux.**
- Dans tous les pays comparables à la France, la taille du marché de casino en ligne est généralement légèrement supérieure (+15%) à celui des paris sportifs. **Le marché français de casino en ligne serait estimé à 1,6 milliard d'euros (contre 1,4 milliard d'euros pour les paris en ligne).**
- En prenant en compte les taux de prélèvements fiscaux et sociaux de 54,9% sur le PBJ, similaire à celui appliqué aux paris en ligne depuis le 1^{er} janvier 2020, le marché illégal des casinos en ligne entraînerait **une perte de recettes fiscales annuelles pouvant atteindre 880 millions d'euros pour l'État français.**

1,6
MILLIARD

PBJ¹ en euros en 2022



chaque
année

880

MILLIONS

de recettes
fiscales perdues
pour l'État

Sur la base d'une extrapolation du marché du casino en ligne corrélée avec le marché du pari sportif (+15%)

1. Le produit brut des jeux en ligne (PBJ en ligne) représente la somme totale des mises des joueurs, déduction faite des gains qu'ils remportent.

Pratiques financières frauduleuses

DES JOUEURS FRANÇAIS EXPOSÉS À DES PRATIQUES FRAUDULEUSES

- Opérant dans l'opacité la plus totale, de nombreux **sites illégaux imposent des barrières aux joueurs souhaitant retirer leur argent.**
- En 2022, plus d'un tiers des joueurs déclaraient avoir rencontré **des difficultés pour retirer leurs gains sur un site de casino en ligne.**
- Les joueurs sont bien souvent démunis et n'ont aucune voie de recours juridique, ces opérateurs **opérant de l'étranger, très souvent depuis Curaçao,**

1/3

des joueurs déclarent avoir déjà rencontré des problèmes pour retirer leurs gains

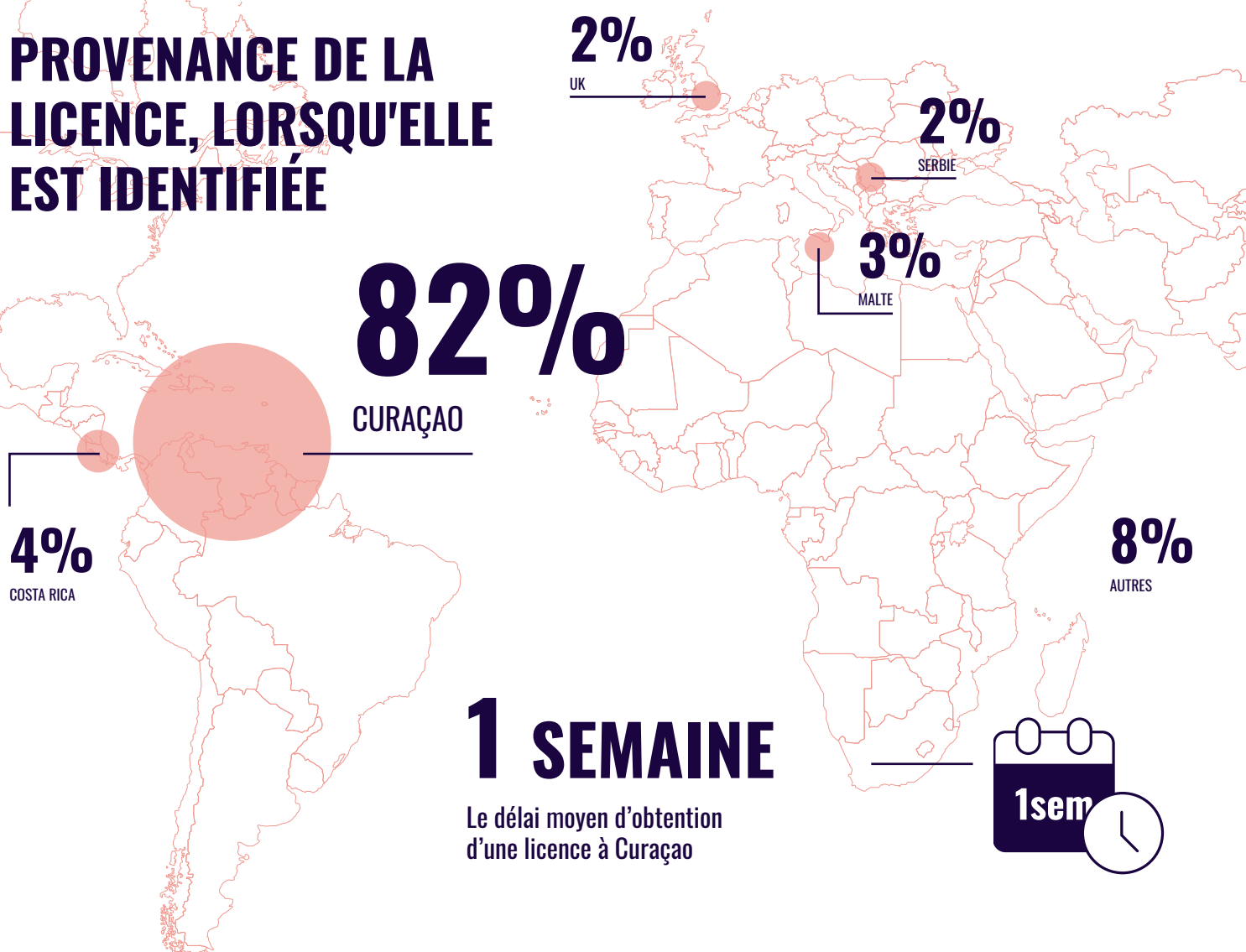


CURAÇAO, CAPITALE MONDIALE DU CASINO ILLÉGAL

Depuis plusieurs années, les casinos illégaux en ligne sous licence de Curaçao sont devenus majoritaires parmi les opérateurs accessibles en France, attirés par un cadre particulièrement attractif :

- **La faiblesse du processus d'obtention de licence** se dévoile notamment dans sa rapidité : une semaine environ à Curaçao contre 6 à 9 mois pour les opérateurs en France.
- Le manque de mesures de protection des joueurs se perçoit par **l'absence de mise en place d'un outil d'auto-exclusion** accessible aux joueurs par la Curacao eGaming Authority.
- Pour obtenir une licence Curaçao, un nouveau casino doit simplement en **faire la demande via l'une des entreprises titulaires d'une licence master**.

PROVENANCE DE LA LICENCE, LORSQU'ELLE EST IDENTIFIÉE



Le constat du Baromètre 2023 est alarmant, avec aujourd'hui deux marchés qui coexistent : l'un est régulé et fiscalisé ; l'autre, illégal qui continue de proliférer depuis l'étranger et constitue une concurrence déloyale par une offre illégale non fiscalisée.

En régulant les activités en ligne de paris sportifs, hippiques et poker en 2010, le législateur a fait le choix de l'encadrement strict d'une offre légale sûre, responsable et protectrice des millions de Français qui jouaient régulièrement sur des sites illégaux. Dix ans plus tard, face à un phénomène qui continue de croître, l'AFJEL considère que le statu-quo n'est plus une option.

Un débat urgent, factuel et expert doit s'ouvrir afin d'apporter une réponse politique à ces enjeux de santé publique et de juste concurrence. La France doit construire un modèle pragmatique de régulation du casino en ligne qui soit garant de l'intégrité du marché des jeux d'argent et de hasard, de la juste contribution aux finances publiques et de la vraie protection des joueurs. En reprenant les objectifs de la loi de 2010, et en s'appuyant sur la même méthode, cette régulation pourra ainsi :

- 1 Protéger les joueurs** en prévenant le jeu excessif avec l'encadrement de certains paramètres et fonctionnalités des jeux de casino en ligne, du marketing et de la publicité et la mise en place de modérateurs de jeux ;
- 2 Assécher l'offre illégale** et ainsi mettre un terme aux pratiques prédatrices des opérateurs illégaux. Cette offre régulée devra être suffisamment attractive afin de détourner les joueurs des sites illégaux ;
- 3 Préserver l'équilibre économique des différentes filières** online et offline, par une ouverture à la concurrence contrôlée sous l'égide de l'Autorité nationale des jeux.

DÉFINITION DU JEU ILLÉGAL

Un site de casino en ligne est illégal en France si :

- Il est accessible depuis une connexion identifiée comme française (adresse IP) ;
- Il répond à la définition juridique d'un jeu d'argent et de hasard, qui implique notamment l'existence d'un sacrifice financier (le joueur mise de l'argent) et l'espérance de gain comme récompense. Les jeux de casino 100% gratuits, très répandus notamment sous forme d'application mobile, sont en ce sens légaux, et sont donc exclus de notre étude.

L'Association Française des Jeux en Ligne (AFJEL) est une organisation, créée en 2011, qui réunit et représente la majorité des opérateurs agréés du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne en France (Betclik, Bwin, Genybet, Joabet, Netbet, PokerStars, Unibet, Vbet, Zebet et Zeturf). Lancée à l'occasion de l'ouverture à la concurrence et à la régulation des jeux en ligne, l'association promeut l'essor d'un secteur du jeu en ligne innovant, éthique et responsable. Elle œuvre, avec ses membres et plus largement avec l'ensemble de l'écosystème (régulateur, associations de lutte contre le jeu excessif, politiques et institutions) à la protection des publics par la lutte contre le jeu illégal et la promotion de standards de jeux responsables et de valeurs éthiques garantant leur intégrité.

CONTACT
contact@afjel.fr

